



www.fn-te.cgt.fr

Monsieur le président,

Mesdames, Messieurs,

Depuis maintenant plusieurs mois, notre pays est traversé par une actualité sociale mouvementée. Cette situation est due principalement au pouvoir d'achat, aux inégalités entre les différentes catégories de la population, au mal-être au travail ainsi qu'à des décisions de plus en plus arbitraires impliquant précarité, casse du service public et déclasserment des classes moyennes et des plus fragiles.

Les salariés du ministère des Armées subissent depuis 2009 restructurations, suppressions de poste, réorganisations de service, RGPP, MAP, entraînant 32 000 suppressions de postes de personnels. Dans la foulée des déclarations du président de la République annonçant 50 000 suppressions de postes dans la fonction publique d'Etat, le rapport Action Public 2022 vient enfoncer le clou avec ses annonces libérales : abandon et transfert des missions du service public, externalisations et privatisations sont encore et toujours le crédo du gouvernement.

Les chiffres fournis pour le CTR Terre le confirment : le recrutement 2019 par concours (32%) et d'ouvrier de l'Etat (22%) est pour ainsi dire divisé par deux. Tandis que le recours aux contractuels (20%) et le recrutement d'anciens militaires (4139-2 et 3) restent quasi les mêmes (24%).

N'oublions pas que même nommés « pérennes » les contractuels apportent le dumping social et la précarité pour les personnes.

La CGT dénonce cette externalisation rampante de notre ministère et affirme une fois de plus que le Maintien en Condition Opérationnelle des matériels doit être réalisé par du personnel sous statut.

La CGT réclame le déblocage et l'augmentation du point d'indice, seul garant du pouvoir d'achat et d'une retraite honorable des agents, et également une augmentation des taux pro/pro dans toutes les catégories socio-professionnelles du ministère.

Sans s'opposer aux contractuels et à aux personnes du privé, elle réclame également des embauches sous statut assurant ainsi l'impartialité, la neutralité et la continuité de service.

Merci de votre attention

Les élus CGT : M. Sébastien BERNIER, Mme, Chantal) CUGNET et Mme Sandrine BERNIER-DELPORTE.